



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-008

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

FINANCES

**Objet : BUDGET 2015 VILLE - MODIFICATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES
ET DE CREDITS DE PAIEMENT**

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Corinne DAMBIELLE - MOSLER donne pouvoir à Christine SIMON - AUBRY, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER

Etaient absents : Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2311.3,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu les autorisations de programme approuvés antérieurement par délibération des conseils municipaux suivants :

- N°09005-Falaises Maritimes : création le 28/01/2009 par la délibération N°D-2009-006
- N°09007-Boulevard JM Grangent : création le 28 janvier 2009 par la délibération N°D-2009-004
- N°09009-Réhabilitation des Halles Centrales : création le 28 janvier 2009 par la délibération N°D-2009-009
- N°09011-Sanitaires : création le 9 décembre 2009 par la délibération N°D-2009-239
- N°12001-Travaux de Voirie : création le 13 novembre 2012 par la délibération N°D-2012-210

Vu la délibération D-2014-307 du conseil municipal du 15/12/2014, ayant approuvé le budget primitif M14 de la Ville pour l'exercice 2015,

Considérant que le rythme de réalisation de ces opérations nécessite la révision des autorisations de programme et des crédits de paiement initialement en place,

Il convient d'apporter des ajustements aux autorisations de programme et crédits de paiement détaillés ci-après,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :


MODIFIE Ces autorisations de programme, ses montants et l'échéancier des crédits de paiement qui y sont afférents,

AUTORISE Le Maire ou son représentant à les signer ainsi que tous les documents s'y rapportant

DECIDE Que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 7 VOIX CONTRE, Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

VILLE DE SETE

AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET VILLE

Conseil municipal du 2/03/15

N° AP	OPERATION DEPENSES D'INVESTISSEMENT	AUTORISATION DE PROGRAMME EN €	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
09005	FALAISES	430 000.00							50 000	170 000	210 000	
	<i>Ajustements proposés</i>	<i>430 000.00</i>							<i>0.00</i>	<i>220 000.00</i>	<i>210 000.00</i>	
09007	BD JM GRANGENT	2 328 600.00	8 500.00	9 000.00	0.00	415 306.00	460 000.00	152 252.00		1 283 542.00		
	<i>Ajustements proposés</i>	<i>2 328 600.00</i>	<i>0.00</i>	<i>0.00</i>	<i>0.00</i>	<i>33 578.90</i>	<i>51 162.00</i>	<i>500 986.10</i>	<i>92 681.00</i>	<i>1 650 192.00</i>		
09009	HALLES	5 173 000.00	86 250	19 225.70	125 429.24	366 656.28	2 089 258.30	2 164 282.00	321 898.48			
	<i>Ajustements proposés</i>	<i>5 282 284.02</i>	<i>2 613.63</i>	<i>34 044.14</i>	<i>18 451.83</i>	<i>282 901.55</i>	<i>1 692 946.24</i>	<i>2 656 100.63</i>	<i>595 226.00</i>			
09011	SANITAIRES	873 205.00	0	200 000.00	100 000.00	77 712.72	145 176.00	145 176.00	205 140.28			
	<i>Ajustements proposés</i>	<i>873 205.00</i>			<i>2 364.62</i>	<i>359 265.25</i>	<i>140 201.36</i>	<i>15 330.96</i>	<i>150 903.00</i>	<i>205 139.81</i>		
12001	TRAVAUX VOIRIE	5 077 627.00				697 627.00	1 095 000.00	885 000.00	480 000.00	1 920 000.00		
	<i>Ajustements proposés</i>	<i>5 179 267.00</i>				<i>114 484.90</i>	<i>1 645 595.83</i>	<i>727 004.43</i>	<i>765 670.00</i>	<i>1 926 511.84</i>		

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 32

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



ville de **sete**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-009

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

FINANCES

Objet : BUDGET 2015 VILLE - DECISION MODIFICATIVE N°1

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER

Etaient absents : Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°1 de la VILLE qui se présente ainsi :

Section investissement.....	44.350 €
Section fonctionnement.....	0 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés		Ch. 13	Subventions investissement	
Ch. 20	Immobilisations Incorporelles	28 000.00	Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés	
Ch. 204	Subventions équipements	28 000.00	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations corporelles	-446 500.00	Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 23	Immobilisations En cours	-669 630.00	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 27	Autres imm. financières	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		Ch. 4582	Compte de tiers	
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 024	Produits des cessions	
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 041	Opérations patrimoniales		Ch. 041	Opérations patrimoniales	
Opérations d'Equipement		1 104 480.00	Opérations d'Equipement		84 700.00
09007	Bd. JM Grangent	92 681.00			
09009	HALLES	95 226.00			
09011	Sanitaires	150 903.00			
12001	Travaux de Voirie	765 670.00	12001		84 700.00
			021	Vir. de section d'exploitation	-40 350.00
	TOTAL	44 350.00		TOTAL	44 350.00

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	32 160.00	002	Report à nouveau	
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	-2 900.00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	10 400.00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 67	Charges exceptionnelles	690.00	Ch. 74	Subventions d'exploitation	
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
O23	Virement section inves.	-40 350.00	Ch. 77	Produits exceptionnels	
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
	TOTAL	0.00		TOTAL	0.00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative n°1 de la VILLE.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 7 VOIX CONTRE, Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-010

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

FINANCES

Objet : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A ACCORDER A L'ASSOCIATION SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER

Etaient absents : Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

L'association Scouts et Guides de France sollicite la Ville de Sète pour l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 350€.

Cette demande de soutien s'inscrit dans une action au bénéfice d'un public de jeunes de 8 à 21 ans par l'organisation de camps, d'une semaine à un mois, pendant les vacances d'été.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :


ATTRIBUE une subvention exceptionnelle à l'association Scouts et Guides de France d'un montant de 350€.

PRELEVE la dépense sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 6745 Fonction : 025 Service : COHSOC

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-011

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

FINANCES

Objet : BUDGET 2015 PARC AQUATECHNIQUE - VOTE DU BUDGET PRIMITIF

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER

Etaient absents : Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget primitif annexe du LOTISSEMENT PARC AQUATECHNIQUE 2015 qui se présente ainsi :

EN DEPENSES ET EN RECETTES

Section investissement.....	914 329.10 €
Section fonctionnement.....	1 410 034.56 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget 2014	Restes à réaliser 2014	Propositions nouvelles	VOTE
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	Total des opérations d'équipement				
	Total des dépenses d'équipement				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			5 765.00	5 765.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	248 705.00		450 564.10	450 564.10
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (5)				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
020	DEPENSES IMPREVUES				
	Total des dépenses financières	248 705.00		456 329.10	456 329.10
4581	Total des opé.pour compte de tiers (6)				
	Total des dépenses réelles d'investissement	248 705.00		456 329.10	456 329.10
040	OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)			458 000.00	458 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (4)				
	Total des dépenses d'ordre d'investissement			458 000.00	458 000.00
	TOTAL	248 705.00		914 329.10	914 329.10

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget 2014	Restes à réaliser 2014	Propositions nouvelles	VOTE
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	Total des recettes d'équipement				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS				
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (5)				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Total des recettes financières				
4582	Total des opé.pour compte de tiers (6)				
	Total des recettes réelles d'investissement				
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION (4)				
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (4)	248 705.00		907 970.35	907 970.35
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (4)				
	Total des recettes d'ordre d'investissement	248 705.00		907 970.35	907 970.35
001	Résultat de fonctionnement reporté			6 358.75	6 358.75
	TOTAL	248 705.00		914 329.10	914 329.10

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget 2014	Restes à réaliser 2014	Propositions nouvelles	VOTE
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	365 000.00		2 000.00	2 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES				
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE				
Total des dépenses de gestion des services		365 000.00		2 000.00	2 000.00
66	CHARGES FINANCIERES	6 400.00		1 815.31	1 815.31
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS				
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES				
022	DEPENSES IMPREVUES				
Total des dépenses réelles d'exploitation		371 400.00		3 815.31	3 815.31
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)				
042	OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	248 705.00		907 970.35	907 970.35
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION			1 815.31	1 815.31
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		248 705.00		909 785.66	909 785.66
002	SOLDE D'EXECUTION REPORTE			496 433.59	496 433.59
TOTAL		620 105.00		1 410 034.56	1 410 034.56

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget 2014	Restes à réaliser 2014	Propositions nouvelles	VOTE
013	ATTENUATIONS DE CHARGES				
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES	540 105.00		905 118.95	905 118.95
73	PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE				
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	80 000.00			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			45 100.30	45 100.30
Total des recettes de gestion des services		620 105.00		950 219.25	950 219.25
76	PRODUITS FINANCIERS				
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
78	REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (4)				
Total des recettes réelles d'exploitation		620 105.00		950 219.25	950 219.25
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS			458 000.00	458 000.00
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION			1 815.31	1 815.31
Total des recettes d'ordre d'exploitation				459 815.31	459 815.31
TOTAL		620 105.00		1 410 034.56	1 410 034.56

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte

le budget primitif annexe 2015 du LOTISSEMENT PARC AQUATECHNIQUE

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

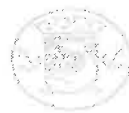
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-012

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

FINANCES

Objet : BUDGET 2015 PARC AQUATECHNIQUE NORD - VOTE DU BUDGET PRIMITIF

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget primitif annexe du LOTISSEMENT PARC AQUATECHNIQUE NORD 2015 qui se présente ainsi :

EN DEPENSES ET EN RECETTES

Section investissement.....	360.229,58 €
Section fonctionnement.....	360.229,58 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget 2014	Restes à réaliser 2014	Propositions nouvelles	VOTE
010	STOCKS (5)				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)				
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
	Total des opérations d'équipement				
	Total des dépenses d'équipement				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			351.08	351.08
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES			71 749.39	71 749.39
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (7)				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
020	DEPENSES IMPREVUES				
	Total des dépenses financières			72 100.47	72 100.47
45...	Total des opé.pour compte de tiers(8)				
	Total des dépenses réelles d'investissement			72 100.47	72 100.47
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)	365 176.35		164 004.04	164 004.04
041	OPERATIONS PATRIMONIALES				
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	365 176.35		164 004.04	164 004.04
001	SOLDE D'EXECUTION REPORTE			124 125.07	124 125.07
	TOTAL	365 176.35		360 229.58	360 229.58

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget 2014	Restes à réaliser 2014	Propositions nouvelles	VOTE
010	STOCKS				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)				
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES				
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION				
23	IMMOBILISATIONS EN COURS				
Total des recettes d'équipement					
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)				
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES (9)				
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS				
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS				
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
024	PRODUITS DES CESSIONS				
Total des recettes financières					
45...	Total des opé.pour compte de tiers				
Total des recettes réelles d'investissement					
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (4)				
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)	365 176.35		360 229.58	360 229.58
041	OPERATIONS PATRIMONIALES				
Total des recettes d'ordre d'investissement		365 176.35		360 229.58	360 229.58
TOTAL		365 176.35		360 229.58	360 229.58

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget 2014	Restes à réaliser 2014	Propositions nouvelles	VOTE
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL				
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES				
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE				
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS				
	Total des dépenses de gestion courante				
66	CHARGES FINANCIERES				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (4)				
022	DEPENSES IMPREVUES				
	Total des dépenses réelles de fonctionnement				
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)				
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)	365 176.35		360 229.58	360 229.58
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5)				
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	365 176.35		360 229.58	360 229.58
	TOTAL	365 176.35		360 229.58	360 229.58

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget 2014	Restes à réaliser 2014	Propositions nouvelles	VOTE
013	ATTENUATIONS DE CHARGES				
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	23 419.25		100.00	100.00
73	IMPOTS ET TAXES				
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	42 758.19		24 564.24	24 564.24
	Total des recettes de gestion courante	66 177.44		24 664.24	24 664.24
76	PRODUITS FINANCIERS				
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			159 942.93	159 942.93
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (4)				
	Total des recettes réelles de fonctionnement	66 177.44		184 607.17	184 607.17
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)	298 998.91		164 004.04	164 004.04
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5)				
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	298 998.91		164 004.04	164 004.04
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE			11 618.37	11 618.37
	TOTAL	365 176.35		360 229.58	360 229.58

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte

le budget primitif annexe 2015 du LOTISSEMENT PARC AQUATECHNIQUE
NORD

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

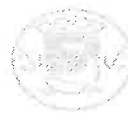
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-013

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

FINANCES

Objet : SA ELIT - PRI ILE SUD - EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 100 %

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

VU la demande formulée en date du 19 décembre 2014 par SA ELIT- 149 quai d'Orient, BP 40405 – 34204 SETE – tendant à la réalisation d'un emprunt Caisse des Dépôts et Consignations destiné au financement des investissements dans le cadre de l'opération « Périmètre de restauration immobilière PRI ILE SUD »,

VU l'article 19 de la Convention Publique d'Aménagement « PRI ILE SUD approuvé par délibération du conseil municipal en date du 26 septembre 2002,

VU la délibération du 29 juillet 2014 approuvant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité CRAC 2013 « PRI ILE SUD » article 8-1-2 ainsi que son plan de trésorerie intégrant un emprunt de

1 300 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné au financement des investissements dans le cadre de l'opération,

VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 2298 du Code Civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 18,548% des recettes réelles de la sections de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette garantie porte ce pourcentage à 18,573 %,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1er : La Ville de Sète accorde sa garantie à hauteur de 100% soit 1 300 000 euros à la SA Elit pour le remboursement d'un emprunt de 1 300 000 euros que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer les investissements dans le cadre de l'opération « PRI ILE SUD ».

Article 2 : les caractéristiques de ce PRET sont les suivantes :

Ligne du Prêt :	PHP - PRUPP
Montant :	1 300 000 euros
Durée totale : <i>Dont durée de la phase du différé d'amortissement :</i>	2 ans 12 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0,60 % <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i>
Modalité de révision :	Simple révisabilité (SR)
Taux de progressivité des échéances :	de 0 % à 0,50 % maximum

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA Elit pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE

sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement de l'emprunt souscrit par la SA Elit pour financer les investissements de l'opération PRI ILE SUD selon les conditions précitées.



AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-014

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SETE - OPERATION PAVILLON "CARMIN" - ACQUISITION EN VEFA DE 4 LOGEMENTS - EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25%

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Emile ANFOSSO, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu, l'opération " PAVILLON CARMIN" : acquisition en VEFA de 4 logements, situé 6 rue Martin à Sète,

Vu, l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 8 janvier 2015 pour financer cette opération par un prêt PLUS CONSTRUCTION et Plus FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 374 465 €,

Vu, la lettre du 16 janvier 2015 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 18,573 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " PAVILLON CARMIN ".

La destination de ces 4 prêts est la suivante :

Prêt PLUS (*Prêt Locatif à Usage Social*) FONCIER de 95 262 €
Financement "acquisition en VEFA de 4 logements"
Montant de la garantie : 23 815,50 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 222 407 €
Financement " acquisition en VEFA de 4 logements "
Montant de la garantie : 55 601,75 €

Prêt PLAI (*Prêt Locatif Aidé d'Intégration*) FONCIER de 17 032 €
Financement " acquisition en VEFA de 4 logements"
Montant de la garantie : 4 258 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 39 764 €
Financement " acquisition en VEFA de 4 logements"
Montant de la garantie : 9 941 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

- Prêt PLUS FONCIER**
- Montant du prêt garanti : 23 815,50 €
 - Durée de la période de préfinancement : 6 mois
 - Durée de la période d'amortissement : 50 ans
 - Durée de différé d'amortissement : aucun
 - Echéance : annuelle
 - Index : livret A
 - Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb (point de base)
 - Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
 - Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
 - Taux de progressivité des échéances : 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
 - Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 55 601,75 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)
- Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
- Taux de progressivité des échéances : 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 4 258 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb (point de base)
- Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés).
- Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
- Taux de progressivité des échéances : 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 55 601,75 €
- Durée de la période de préfinancement : 6 mois
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Profil d'amortissement : amortissement déduit de l'échéance (si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés)
- Modalité de révision : double révisabilité limitée (DL)
- Taux de progressivité des échéances : 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du livret A)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 1 % au 08/01/2015. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 4 prêts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :


ACCORDE sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération "acquisition en VEFA de 4 logements » « PAVILLON CARMIN » selon les conditions précitées.

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-015

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

FINANCES

Objet : VOTE DES TAUX DES TAXES LOCALES

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

En application des dispositions de l'article 1639 A du code général des impôts et de l'article L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales, les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre doivent voter les taux des impositions directes locales perçues à leur profit avant le 31 mars de chaque année.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

MAINTIENT pour 2015 et pour la dixième année consécutive, les taux d'impositions des trois taxes locales comme suit :



- Taxe d'Habitation à 28,74 %
- Foncier Bâti à 42,12 %
- Foncier Non Bâti à 60,44 %

Et

VOTE ces taux

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-016

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

TOURISME

Objet : REFORME DE LA TAXE DE SEJOUR - FIXATION DES TARIFS

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Par délibération du 3 novembre 2014, notre assemblée a adopté les nouveaux tarifs de la taxe de séjour et institué la taxe de séjour forfaitaire applicable aux ports de plaisance ; le produit de cette taxe étant reversé à l'Office de Tourisme constitué en Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC), après déduction de la taxe additionnelle destinée au Conseil Général.

La loi n°2014-1654 du 29 décembre 2014 - art. 67 - de Finances pour 2015, publiée le 30.12.2014 prévoit un nouveau dispositif pour la taxe de séjour. Il intègre un nouveau barème de la taxe, apporte des modifications au niveau des exonérations, des types d'hébergements, du mode de perception et prévoit l'application de la taxation d'office. Par ailleurs, les professionnels qui assurent un service de réservation par voie électronique deviennent également collecteurs de la taxe. Il convient donc de mettre en conformité la délibération du 3 novembre 2014 avec le nouveau dispositif.

Je tiens à souligner tout d'abord que le produit de la taxe de séjour constitue une part importante des ressources de l'Office de Tourisme, à côté de la subvention municipale. Les fonds collectés sont destinés à favoriser le développement et la fréquentation touristique sur le territoire de la commune ; l'ensemble des acteurs économiques du tourisme bénéficient ainsi concrètement des retombées générées par la taxe de séjour.

La recherche de financements propres que permet son statut est l'un des axes d'action de l'Office de Tourisme. Pour autant, la compétence de l'Office de Tourisme étant avant tout la promotion et la valorisation des produits touristiques, sa marge d'action reste soumise au souci de ne pas concurrencer les professionnels qui interviennent sur le territoire de la commune, sa mission de service public constitue toujours une part importante de son activité.

A cet égard, l'optimisation du produit de la taxe de séjour permet d'obtenir une source de financement qui ne porte pas préjudice aux professionnels et permet de maintenir, voire de réduire le montant de la subvention municipale, afin de ne pas grever le budget communal.

Préalablement au vote, nous exposons tout d'abord les principes de base de portée générale et ensuite les caractéristiques locales relatives à la taxe de séjour.

Les principes de base de portée générale :

Sont soumis à la taxe de séjour les résidents saisonniers, qui ne sont pas domiciliés dans la commune ou n'y possèdent pas une résidence pour laquelle ils paieraient la taxe d'habitation, ainsi que le stipule l'art. L. 2333-29 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La taxe de séjour au réel est due par les personnes hébergées à titre onéreux dans les établissements suivants : hôtels de tourisme, résidences de tourisme, locations saisonnières (meublés, chambres d'hôtes, mobil homes...), village vacances, terrains de camping et terrains de caravanage, autres formes d'hébergement équivalentes. En effet, la taxe de séjour est perçue par l'hébergeur mais payée par le client.

Ainsi que le précise la circulaire n° NOR/BLB/B103/10070/C du 03 octobre 2003 présentant le régime de la taxe de séjour, il s'agit, pour les ports de plaisance, des emplacements ou anneaux loués dans les ports, sans référence à la qualité de l'habitable ni à l'occupation réelle ou supposée du bateau. La location ou l'achat d'un anneau saisonnier déclenche la taxation.

La période d'assujettissement à la taxe de séjour forfaitaire est fonction de la période de perception votée par la commune d'une part, et de la période d'ouverture de l'établissement d'autre part.

Les tarifs maximaux de la taxe de séjour (par personne) et de la taxe de séjour forfaitaire (par unité de capacité d'accueil) sont compris entre 0,2 € et 4 € par nuitée, taxe additionnelle de 10% reversée au Conseil Général non incluse.

Ils sont fixés, par délibération du conseil municipal, conformément à un barème établi annuellement par la loi de Finances pour chaque nature et catégorie d'hébergement, sur la base du classement officiel des hébergements.

Les articles D.2333-45 et D.2333-60 du Code Général des Collectivités Territoriales ont fixé des tarifs planchers et plafonds pour chaque catégorie d'hébergement :

Les types d'exonérations de la taxe de séjour ont également été modifiés ; sont désormais exemptés de la taxe de séjour :

- 1° Les personnes mineures (-18 ans),
- 2° Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune,
- 3° Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,
- 4° Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant déterminé par le conseil municipal.

Les exonérations facultatives ne sont plus autorisées et il n'y a plus de réductions applicables.

Les nouveaux textes prévoient également la possibilité pour les communes d'appliquer la taxation d'office en cas de défaut de déclaration, d'absence ou de retard de paiement de la taxe collectée ce qui est une avancée réelle pour simplifier le recouvrement. Un décret viendra préciser les modalités d'application.

Les caractéristiques locales relatives à la taxe de séjour et les tarifs :

Afin de retranscrire les nouveaux textes et leurs dénominations, je vous propose de conserver le même niveau de taxation dans l'ensemble, d'ajuster certains tarifs par rapport aux limites des seuils et de rajouter les nouvelles catégories :

Les catégories ou les types d'hébergements sont dans la grande majorité soumis à la taxation au réel, excepté pour la taxe des ports de plaisance qui est forfaitaire. Les gestionnaires des ports devront chaque année communiquer leur capacité d'accueil et la période d'ouverture avant le 30 avril.

Ce nouveau dispositif s'appliquera à compter du 1^{er} avril au 31 décembre pour l'année 2015. Les tarifs fixés ci-dessous incluent la taxe additionnelle de 10 % reversée au Conseil Général.

Ainsi que le permet le CGCT, il est établi pour l'ensemble des hébergements non classés mais labellisés, une correspondance entre le nombre d'unités des labels (épi, clé, fleurs de soleil, cheminée...) dont ils bénéficient et le nombre d'étoiles des classements. Excepté pour les chambres d'hôtes, pour lesquelles un seul tarif est appliqué quelle que soit la catégorie de classement.

En euros

Catégories d'hébergement - Régime de taxation au RÉEL (Taxe additionnelle du département <u>incluse</u>)	Tarifs 2015
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	4,00
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	3,00
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,65
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,10
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,99
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,83
Hôtels et résidences de tourisme, en attente de classement ou sans classement	0,83
Villages de vacances	0,44
Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,83
Auberges de jeunesse	0,44

Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,60
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes,	0.22

Catégories d'hébergement - Régime de taxation au FORFAIT (Taxe additionnelle du département <u>incluse</u>)	Tarif plafond
Ports de plaisance	0.22

Une prochaine délibération viendra fixer les nouveaux tarifs pour 2016, elle complétera également ce nouveau dispositif, les décrets d'application pour la taxation d'office et les modalités de collecte par les plateformes de réservation en ligne, n'étant pas encore publiés.

Ainsi, je vous propose, mes chers collègues, de délibérer sur ce nouveau dispositif de la taxe de séjour qui remplacera le précédant acte, devenu caduque.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

FIXE les nouveaux tarifs de la taxe de séjour pour les hébergements situés sur la commune de Sète,

DECIDE que tout hébergement accueillant des touristes à titre onéreux et toute catégories confondues est assujetti à la taxation au réel, excepté les ports de plaisance soumis à la taxe forfaitaire.

DECIDE que les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 9 euros par personne et par jour, seront exemptés de la taxe de séjour,

DECIDE que la taxe est perçue par les collecteurs sur toute l'année avec des versements trimestriels, excepté pour les professionnels qui assurent un service de réservation par voie électronique et qui déclareront et reverseront la taxe une fois par an et selon les modalités restant à définir par décret.

APPROUVE le règlement annexé à la présente délibération qui fixe le dispositif applicable en matière de collecte et de recouvrement de la taxe de séjour, tel que fixé par le Code Général des Collectivités Territoriales.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-017

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

EDUCATION

Objet : CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE 2014-2015 -
CONVENTION D'OBJECTIFS A SIGNER AVEC LA CAF

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRES - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRES - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

Le contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) est un dispositif d'aide à la scolarité en direction des enfants scolarisés en établissement primaire jusqu'au lycée, le CLAS s'inscrit dans les politiques éducatives territoriales, vise au renforcement de l'égalité des chances des enfants et des jeunes et concourt à la prévention des difficultés des enfants en lien avec leur scolarité.

Mis en œuvre en partenariat entre la ville de SETE et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, pour la période du 1^{er} septembre 2014 au 31 août 2015, il convient d'approuver aujourd'hui la convention qui encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service pour les 6 actions qui ont été retenues soit 1 CLAS collégiens-lycéens, 5 CLAS primaires.

Les actions soutenues sont dispensées durant l'année scolaire, elles ont lieu en dehors du temps de l'école, et sont distinctes des actions d'aide individualisée ou de soutien mises en œuvre par les établissements scolaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la convention d'objectifs et de financement concernant le contrat local d'accompagnement à la scolarité pour l'année scolaire 2014-2015.


AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant.

DECIDE que la recette sera perçue sur les comptes prévus à cet effet :
Nature : 7478 Fonction : 421 Service : ENFJ

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-018

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

RESTAURATION COLLECTIVE

Objet : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RESTAURATION COLLECTIVE - AVENANT N°3

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Blandine AUTHIE Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Par un contrat ayant pris effet le 1^{er} février 2012, la Ville de Sète a confié à la Société française de restauration et services la gestion de son service public de restauration collective.

Dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires la Ville de Sète souhaite ouvrir aux enfants qui fréquentent les écoles primaires de la commune, la possibilité de bénéficier d'un service de restauration le mercredi midi, au sein des ALSH suivants :

- le Vallon
- Château Vert
- Cyber Espace.

Considérant qu'il convient d'assurer la continuité du service public, je vous propose un avenant au contrat de délégation de service public de la restauration collective, définissant les modalités de mise en œuvre d'un service de restauration le mercredi midi.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :



APPROUVE l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public de la restauration collective

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à le signer ainsi que tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-019

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

COMMUNICATION

Objet : PRESTATIONS DE SERVICES OPERATIONS DE COMMUNICATION -
CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE ET
L'OFFICE DE TOURISME

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la convention liant la Ville de Sète et l'Office de Tourisme de Sète pour la constitution d'un groupement de commandes sur le fondement de l'article 8 du Code des Marchés Publics, en vue de la passation d'un marché public portant sur les prestations suivantes :

- Conseil et assistance sur une stratégie de communication commune à mettre en place
- Charte graphique existante à éventuellement faire évoluer.

Ce marché est conclu pour une période **initiale de six mois** et pourra être reconduit 3 fois pour la même durée dans la limite de **deux ans**, montant maximum de 200 000 € HT sur la durée totale du marché, soit **50 000 euros HT maximum par semestre** _

La Ville de Sète est désignée en qualité de coordonnateur du groupement de commandes au sens de l'article 8II du Code des Marchés Publics. A ce titre, cette dernière devra préparer, engager et gérer la procédure de passation du marché selon une procédure adaptée conformément à l'article 28-I du code des Marchés publics.

Il en sera de même pour les avenants au marché qui s'avèreraient nécessaires.

L'Office de Tourisme accepte les principes d'attribution du Marché ainsi définis et s'engage pour le bon déroulement de cette procédure à fournir toute remarque et éléments d'informations nécessaires à son exécution.

Au titre de l'exécution financière du présent marché public, chaque membre du groupement assurera individuellement le paiement, par mandat administratif, de ses propres prestations.

Compte tenu de la nécessité de constituer un groupement de commandes publiques entre la Ville de Sète et l'Office de Tourisme de Sète et de conclure un marché public de prestations en matière de communication entre ces deux entités,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

la convention ci annexée entre la Ville de Sète et l'Office de Tourisme.

AUTORISE

le Maire à signer ladite convention et le marché conclu dans le cadre de ce groupement ainsi que tous documents s'y rapportant

DECIDE

que les dépenses seront prises en charge par chaque membre du groupement de commandes.
Imputation budgétaire Ville 62285-023.

AUTORISE

le Trésorier Municipal à engager les dépenses inhérentes à chaque organisme.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-020

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : COMPTABLE PUBLIC DE LA VILLE - ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE
ANNUELLE DE CONSEIL

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

VU le code général des collectivités territoriales,

VU l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables du Trésor Public, chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux,

CONSIDERANT que Madame Nathalie CABROL est nommée receveur municipal depuis le 13 Janvier 2015 pour la Ville de Sète,

CONSIDERANT que sur la base des textes susvisés, il est souhaité que le receveur municipal poursuive la mission effective de conseil et d'assistance assurée en matière budgétaire, économique et comptable, précédemment assurée par les trésoriers en poste, et sous réserve de son acceptation effective notifiée par courrier,

CONSIDERANT qu'il convient, en contrepartie, de verser à l'intéressée une indemnité de conseil, calculée en fonction de la moyenne des dépenses budgétaires réelles des trois derniers exercices clos, sur la base des dispositions réglementaires susvisées,

Il est ainsi proposé au Conseil municipal :

- de maintenir le concours du receveur municipal pour assurer les fonctions de conseil durant la totalité du mandat,
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux maximum par an,
- que cette indemnité soit attribuée à Madame Nathalie CABROL, receveur, à compter de sa prise de fonction.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ATTRIBUE au Comptable public de la Ville de SETE, l'indemnité annuelle de Conseil au taux maximum prévu par l'arrêté interministériel du 16 Décembre 1983, pendant toute la durée de sa gestion.

DIT que les crédits nécessaires au règlement de ladite dépense sont inscrits sur le compte 020 6225 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-021

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

SPORTS

Objet : MISE A DISPOSITION DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES (ETAPS) - CONVENTIONS A SIGNER AVEC L'EDUCATION NATIONALE

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard CASTAN Adjoint s'exprime en ces termes :

La ville de Sète apporte, depuis de nombreuses années, son soutien pour l'organisation de l'éducation physique et sportive au sein de l'école.

A ce titre, elle s'engage notamment dans des dispositifs spécifiques d'accompagnement et de soutien aux enseignants dans leur mission éducative et dans les activités pour lesquelles ils sollicitent une aide extérieure, par la mise à disposition des écoles, d'intervenants municipaux, éducateurs des activités physiques et sportives (ETAPS), d'installations et de matériel nécessaires à ces activités.

L'Education Nationale a établi des conventions précisant les conditions de la collaboration entre ETAPS et Enseignants au regard :

- de la qualification.
- du projet pédagogique.
- de la responsabilité.
- du cadre réglementaire.

Cette mise à disposition est consentie pour l'année scolaire 2014/2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

ces conventions de mise à disposition des éducateurs territoriaux auprès de l'Education Nationale

AUTORISE

le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-022

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : MISE A DISPOSITION DU THEATRE DE LA MER - CONVENTIONS TYPES

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Christelle ESPINASSE Adjointe s'exprime en ces termes :

Depuis 1996, durant la saison, le Théâtre de la Mer peut être mis à la disposition d'usagers sous deux formes : l'une payante et l'autre gratuite.

Les mises à disposition payantes concernent les tourneurs qui souhaitent produire un spectacle au Théâtre de la Mer et qui le louent.

Les secondes sont gratuites et concernent essentiellement la production de spectacles et de concerts à but caritatif.

Jusqu'à présent, des modèles de convention soumis au Conseil Municipal étaient utilisés.

Pour l'heure, une évolution du contenu de ces documents est nécessaire sur divers points, et c'est pour cette raison que de nouveaux modèles de conventions sont proposés au vote du Conseil Municipal.

Dans les grandes lignes, ces dernières restent inchangées, les modifications ne concernant que les points suivants :

- . Le montant de la location sera versé en deux règlements :
 - le premier représentera 30% de la somme, sera obligatoirement joint à la convention et ne sera pas remboursable en cas d'annulation,
 - le second concernera le solde, et sera versé le jour même de la manifestation.
- . La capacité exacte d'accueil du public (payant et invité) est de 1524 places en configuration assise, ou de 1650 places en configuration concert avec fosse debout. La jauge totale incluant le personnel artistique et technique est de 1815 personnes.
- . Obligation pour l'utilisateur de retourner la convention signée et accompagnée de l'acompte, avant la date fixée, afin que la réservation devienne définitive.
- . Respect impératif de l'horaire de fin de concert, soit 00H30 du matin.
- . L'annulation du spectacle donnera lieu au versement de la totalité du montant de la location prévue si elle survient avant le début du spectacle.

Afin de permettre à la ville de mettre en place ces conventions sans avoir à les soumettre à chaque utilisation au Conseil Municipal, il vous est demandé de bien vouloir valider les deux documents annexés à cette délibération.



Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE les deux modèles de conventions types annexés à la présente délibération

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer lesdites conventions ainsi que tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-023

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : JUMELAGE ENTRE L'ECOLE DES BEAUX ARTS ET LE LYCEE PAUL VALERY -
CONVENTION DE PARTENARIAT

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Adjointe s'exprime en ces termes :

Sur la base de la circulaire du 3 janvier 2005 cosignée par les ministres de l'éducation nationale et de la culture et de la communication, l'éducation artistique et culturelle, inscrite dans la loi, est une dimension essentielle de la formation de tous et en particulier des jeunes. Le partenariat entre le ministère de l'éducation nationale et le ministère de la culture et de la communication s'exerce dans les domaines de l'action culturelle, des enseignements et des activités artistiques, selon des modalités diverses et à tous les niveaux du système éducatif.

La circulaire n°92-129 du 30 mars 1992 détermine les objectifs et le cadre général des jumelages. Celui-ci prend forme dans la mise en œuvre d'un projet d'ensemble cohérent, conçu en commun dans le cadre d'une véritable relation contractuelle entre l'institution culturelle et la communauté éducative. Il prend en compte les particularités locales.

Les caractéristiques principales de ce travail mené en complémentarité, qui s'étend au-delà d'un simple partenariat ponctuel, sont l'inscription dans la durée ainsi qu'une mise en œuvre réfléchie et organisée d'actions diversifiées.

Le jumelage favorise, sur le long terme, un rapprochement des partenaires par l'exploitation des ressources de l'établissement scolaire et de l'établissement culturel (expression, documentation, échange d'informations) et par des actions de formations élaborées en commun. Des outils pédagogiques d'appropriation par les élèves d'objets ou de situations artistiques et culturelles peuvent être conçus par les enseignants avec les professionnels de la culture.

Dans le cadre de ce dispositif, l'école des Beaux Arts de la ville de Sète propose, la mise en place d'une convention avec le Lycée Paul Valéry de Sète, afin de définir les objectifs du jumelage ainsi que le cadre de la mise en œuvre.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

la convention de partenariat, annexée à la présente délibération, relative à un projet de jumelage, à signer avec le Lycée Paul Valéry de Sète.

AUTORISE

le Maire, ou l'élu délégué, à la signer ainsi que tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-024

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS - ACQUISITION DE PRODUITS D'ENTRETIEN - CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES PUBLIQUES ENTRE LA COMMUNE, THAU AGGLO ET LE CCAS

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Une procédure de passation de marché doit être prochainement lancée portant sur l'achat de produits d'entretien. La commune de Sète, Thau Agglo et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ont des besoins similaires en la matière.

Dans un souci de rationalisation des dépenses et de sécurisation de la commande publique, la commune, Thau Agglo et le CCAS proposent la constitution d'un groupement de commandes publiques en vue de la passation de ce marché.

Une convention, annexée à la présente délibération, portant constitution de ce groupement et en définissant les modalités de fonctionnement, est à conclure entre les parties sur le fondement de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La commune est désignée en qualité de coordonnateur du groupement. A ce titre, la commune aura en charge la procédure de passation, la signature du marché, sa notification et son exécution au nom des membres du groupement, sous réserve du paiement des prestations, à la charge de chaque partie pour ce qui la concerne.

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconductible chaque année tacitement pour un an, sans dépasser une durée totale de 4 ans maximum.

Le montant total du marché est estimé à 411 347€ HT.

La présente convention est conclue jusqu'à la complète exécution du marché soit de la signature de la présente convention par l'ensemble des parties jusqu'à l'expiration des garanties contractuelles.

La convention de groupement sera soumise dans les mêmes termes à l'approbation des organes délibérants de Thau Agglo et du CCAS.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la constitution d'un groupement de commandes publiques entre la commune, Thau Agglo et le CCAS en vue de la passation d'un marché ayant pour objet l'achat de produits d'entretien.

APPROUVE les termes de la convention constitutive de ce groupement, annexée à la présente délibération.

AUTORISE le Sénateur Maire, ou son représentant, à signer ladite convention, les marchés et tout document s'y rapportant dans le cadre de l'exécution de la convention précitée.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-025

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : NETTOYAGE MECANISE DES PLAGES - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Michel BODART Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics concernant une prestation de nettoyage mécanisé des plages de Sète.

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum annuel de 140 000 € HT et avec un opérateur économique, passé en application de l'article 77 du Code des marchés publics.

La Commission d'appel d'offres, lors de sa séance du 23 janvier 2014, a décidé d'attribuer le marché à :

Société CIEL VERT sise Parc de la Méditerranée – Rue Louis Lépine – 34470 PEROLS

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa date de notification.
Le marché peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que la durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE de la décision de la commission d'appel d'offres en séance du 23 janvier 2014.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer le marché ainsi que tous documents s'y rapportant,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la ville sous l'imputation :
Nature : 6288
Fonction : 833
Service : PLAGES

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-026

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : ENTRETIEN D'ESPACES VERTS - TONTES ET DEBROUSSAILLAGES -
ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics pour l'entretien d'espaces verts – tontes et débroussaillages.

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 100 000 € pour chacun des lots, passé en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics.

La Commission d'appel d'offres, lors de sa séance du 06/02/2015, a décidé d'attribuer le marché aux sociétés suivantes :

- lot 1 : Tonte des espaces verts :
 - Société CAREX PAYSAGES, sise à 61, avenue Mirabeau- 13530 TRETS
- lot 2 : Débroussaillage :
 - Maison HOURS PAYSAGISTE, sise à 785, ancienne route d'Anduze - 30900 NIMES

Ce marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché.

Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE de la décision de la commission d'appel d'offres en séance du 06/02/2015.

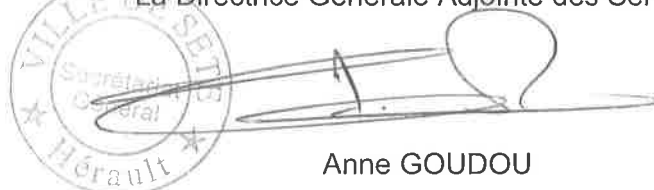
AUTORISE le Maire ou son représentant à signer le marché ainsi que tous documents s'y rapportant,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits aux budgets sous les imputations :

Budget Ville :
Nature : 61524
Fonction : 823
Service : JARDPAY

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-027

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

SERVICES TECHNIQUES

Objet : TRAVAUX POUR LA MISE EN ACCESSIBILITE DE L'HOTEL DE VILLE -
CONVENTION DE FINANCEMENT

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Colette GUIRAUDOU - JAMMA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Dans le cadre des travaux d'accessibilité de l'hôtel de ville, des subventions ont été demandées auprès de différents organismes publics.

Par l'intermédiaire de la caisse des Dépôts et Consignation, la direction de la Gestion administrative du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) a été sollicitée.

Les travaux éligibles au FIPHFP concernent :

- Réalisation de sanitaires accessibles PMR :	18 104,75 € HT
- Banque d'accueil adaptée :	14 500,00 € HT
- Modification des portes existes et installation de portes automatiques :	7 180,00 € HT
- Installation boucle magnétique :	210,00 € HT
- installation système d'alarme sonore et visuel :	17 510,25 € HT
- Installation d'un ascenseur :	241 536,94 € HT

Soit un montant total de : 299 041,94 € HT

Ces travaux envisagés et leur budget prévisionnel ont été actés par le FIPHFP et un financement est accordé à hauteur de 82 432,82 €.

Financement	Montant prévisionnel HT	Pourcentage arrondi
Fonds Propres	216 609,12 €	72,44 %
FIPHFP	82 432,82 €	27,56 %
TOTAL	299 041,94 €	100,00 %

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la convention de financement de travaux en faveur de l'accessibilité ou de l'adaptation au handicap des lieux de travail dans les trois fonctions publiques

AUTORISE le Maire à signer la convention auprès du "Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique"

AUTORISE le trésorier Municipal à faire recette le moment venu

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-028

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

SERVICES TECHNIQUES

Objet : REMBOURSEMENT DES TRAVAUX DE VOIRIE LIES A LA MISE EN ACCESSIBILITE DE POINTS D'ARRET DU RESEAU T.A.T. SUR LA COMMUNE - PROGRAMMATION 2015 - CONVENTION FINANCIERE A SIGNER AVEC THAU AGGLO

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Colette GUIRAUDOU - JAMMA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de sa compétence transport et en application de l'article 45 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, le Conseil communautaire de Thau agglo a approuvé, en sa séance du 16 novembre 2011, son schéma directeur d'accessibilité au réseau Thau agglo Transport (T.A.T).

Thau agglo doit donc mettre en œuvre les préconisations de ce document de planification en proposant aux usagers et notamment aux personnes handicapées une offre de transport de qualité comprenant des conditions optimales de circulation et d'accessibilité impliquant notamment la réalisation de travaux de mises aux normes en matière d'accessibilité à certains points d'arrêt.

La commune étant dotée de la compétence voirie, il est de son ressort de réaliser les travaux de voirie qui permettent le fonctionnement dans de bonnes conditions du service de transports urbains.

Néanmoins, étant donné que la réalisation de ces travaux s'adresse en priorité aux usagers des transports urbains, Thau agglo souhaite, au travers d'une convention financière de remboursement, prendre en charge les travaux liés à la mise en accessibilité de ces arrêts de bus pour l'année 2015.

Thau AGGLO remboursera la commune des dépenses liées aux travaux dans la limite de 84 700 € HT.

C'est pourquoi, il est proposé de convenir des conditions de remboursement de ces travaux de mise en accessibilité sur la base de la convention financière jointe à la présente.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte La convention portant sur le remboursement par Thau AGGLO des travaux de voirie liés à la mise en accessibilité des arrêts de bus pour un montant maximum de 84 700 € HT.

Autorise Le Maire ou son représentant à signer la convention et tous les documents s'y rapportant.

Decide Que la dépense sera prélevée sur les crédits 2015, prévus à cet effet :

Nature : 2312 Fonction : 822 Service : AMURB
Opération : 12001

Autorise Le trésorier Municipal à faire recette sur le budget principal de la Ville sous l'imputation :
Nature : 1325 Fonction : 822 Service : AMURB
Opération : 12001

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Anne Goudou'.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-029

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

URBANISME

Objet : AMENAGEMENT DE LA RUE PREVOST D'AUGIER - MODIFICATION DE LA PARTICIPATION SPECIFIQUE POUR VOIRIE ET RESEAUX DIVERS

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération n° 20070163 du 31 mai 2007, le Conseil municipal a instauré le principe de la participation pour la création de voies nouvelles ou aménagement d'une voie existante sur le territoire de la commune de Sète conformément aux dispositions des articles L.332.11.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°D-2011-162 du 19 juillet 2011, le Conseil Municipal a adopté l'application d'une PVR spécifique sur la rue Prevost d'Augier.

Du fait de l'abandon d'acquisition et d'aménagement d'une surlargeur au droit de la parcelle BD74 et du seul maintien de l'élargissement de la voie à une largeur homogène de 8,50m conformément au PLU, Il y a lieu aujourd'hui d'actualiser le montant de la participation.

Le projet étudié par les services techniques municipaux prévoit :

- l'élargissement à 8,50 m de la rue Prévost d'Augier entre la rue Jean Moulin et la rue Salvador Allende (chaussée de 5,50 m de largeur et deux trottoirs de 1,5 m de largeur)
- la création des trottoirs inexistantes aujourd'hui
- la création d'un réseau d'assainissement eaux pluviales de 400 mm de diamètre
- le renforcement des réseaux électriques (Basse Tension et Moyenne Tension), d'adduction d'eau potable avec la pose de 2 hydrants.
- la mise en place de fourreaux destinés au développement de la fibre optique
- le renforcement de l'éclairage public

Le plan d'élargissement de la rue est joint à la présente délibération.

Les montants prévisionnels de réalisation des ouvrages sont définis ci-après (valeur juillet 2011)

DESIGNATION	MONTANT
Acquisitions foncières	157 710,00
Démolition et terrassements	41 818,75
Chaussée et trottoirs	38 885,00
Bordures et génie civil	29 750,00
Eaux pluviales	95 560,61
Eau potable	61 700,00
Moyenne tension	76 445,00
Basse tension	81 865,00
Fibre optique	15 350,00
Eclairage public	81 815,00
TOTAL HT	680 899,35 €
Divers, honoraires et imprévus 10 %	68 089.94 €
TOTAL GENERAL H.T.	748 989.29 €
TVA 20 % (sauf sur acquisitions foncières)	118 255,86 €
TOTAL TTC	867 245,15 €
ARRONDI A	870 000,00 €
FCTVA = 109 850,23 €	

Le détail justificatif des sous-comptes du montant prévisionnel figure au rapport de présentation joint à la délibération.

Il est précisé qu'aucune subvention ne sera reçue par la Commune pour la réalisation de ce projet.

Les montants des taxes de raccordement et des participations travaux perçus par les Collectivités Publiques compétentes et les gestionnaires de réseaux ne sont pas intégrés au montant prévisionnel et seront dus par les constructeurs des terrains à bâtir notamment concernant les réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'eaux usées, gaz et les câbles d'électricité, de télécommunication.

Les sommes perçues au titre du fond de compensation de la TVA pour les dépenses d'investissement des travaux de cette voie de desserte et réseaux sont déduites du montant total des travaux.

Dans ces conditions, le coût total net à prendre en compte s'élève à **760 149,77 €**

Ce coût sera imputé sur les redevables de la participation dans les conditions suivantes :

En rappel des termes de l'article L.332-11-1 du Code de l'Urbanisme, la participation pour voirie et réseaux est répartie au prorata de la superficie des terrains bénéficiant de cette desserte et situés à

moins de 80 mètres de la voie. Cette limite peut être réduite à 60 mètres ou augmentée à 100 mètres en fonction des circonstances locales.

Il est proposé de considérer les terrains situés à moins de 80 mètres à l'Est de la voie élargie (zone 2) et à moins de 60 mètres à l'Ouest de cette dernière. En effet, le zonage du POS est différent suivant la zone (1 : UD1 / 2 : UB1).

Les parcelles qui ne jouxtent pas directement la voie projetée et desservies par ailleurs ne rentrent pas dans le champ d'application de la Participation Voirie et Réseaux.

Dès lors, selon le plan ci-annexé, la superficie des terrains constructibles et rentrants dans le champ de la Participation Voirie et Réseaux, situés à moins de 60 mètres de la voie élargie pour la zone 1 et à moins de 80 mètres de la voie élargie pour la zone 2, est de 32 644 mètres carrés.

Ainsi, le montant de la participation due est de : 23,29 € par mètre carré.

Enfin, il est rappelé qu'aux termes de l'article L.332-11-2 du Code de l'Urbanisme la participation est due à compter de la construction d'un bâtiment sur le terrain.

Elle est recouvrée comme en matière de produits locaux dans des délais fixés par l'autorité qui délivre le permis de construire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTE la modification de la participation spécifique pour voirie et réseaux divers dans le périmètre correspondant joint en annexe de la présente délibération,

ARRETE ET APPROUVE le programme des travaux projetés permettant l'élargissement à 8,50 m de la rue Prévost d'Augier (partie comprise entre la rue Jean Moulin et la rue Salvador Allende) et les renforcements des réseaux publics comportant :

- Démolition et terrassements,
- Chaussée et trottoirs,
- Bordures et génie civil
- Réseau d'assainissement Eaux pluviales
- Réseau d'adduction Eau potable
- Réseau Moyenne tension
- Réseau Basse tension
- Réseau Fibre optique
- Réseau Eclairage public

et détaillés dans le rapport de présentation annexé à la présente délibération

ARRETE le coût prévisionnel de cette opération qui s'élève à 870 000 € TTC correspondant aux dépenses indiquées dans le tableau susmentionné.

DECIDE de déduire les sommes perçues au titre du fond de compensation de la TVA au titre des dépenses d'investissement pour les travaux de voirie et réseaux. Leur montant est estimé à 109 850,23 €.

DECIDE que le coût net total du programme s'élève dans ces conditions au montant estimé à 760 149,77 €.

DECIDE

que les propriétaires riverains sont redevables au prorata de la superficie des terrains bénéficiant de cette desserte selon le périmètre joint en annexe de la présente délibération, dans les conditions prévues par la loi (surface totale de 32 644 mètres carrés).

DECIDE

que le montant de participation due est de 23,29 € par m2 de terrain et qu'il sera indexé suivant l'évolution de l'index TP 01 (TP 01o = TP 01 juillet 2011).

AUTORISE

le Maire à signer tout document permettant la mise en œuvre de ces décisions.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Anne Goudou", written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-030

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

URBANISME

Objet : DECISION RELATIVE AUX PENALITES EN MATIERE DE FISCALITE DE L'URBANISME

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Vu les articles L. 251 A, et R. 251 A-1 à R. 251 A-5 du Livre des procédures fiscales,

Les titulaires de permis de construire qui paient avec retard leurs taxes d'urbanisme sont soumis à des pénalités.

L'assemblée délibérante peut, sur proposition du comptable public chargé du recouvrement, accorder la remise gracieuse de ces pénalités fiscales ou décider de les maintenir.

Un pétitionnaire a réglé avec retard sa taxe locale d'équipement (TLE) mais a donné des arguments valables pour la remise gracieuse de ses pénalités. Le retard de paiement est indépendant de sa volonté selon l'avis du comptable public, qui s'est donc prononcé favorablement à l'égard de cette demande. Il s'agit de :

- Madame SERVEL, agissant pour la SA Néphrologie dialyse St Guilhem, permis de construire n° 034.301.11.70051 pour un montant de 11 953,00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

la remise gracieuse des pénalités décomptées pour retard de paiement des taxes d'urbanisme pour Madame SERVEL, agissant pour la SA Néphrologie dialyse St Guilhem.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-031

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : PROGRAMME DE REVITALISATION DU CENTRE VILLE DE SETE - CONVENTION DE PARTENARIAT TRANCHE 3

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du soutien à la dynamisation de l'appareil commercial et artisanal de la ville de Sète, Thau agglomération, l'Etat, la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale (CCIT) de Sète Frontignan Mèze, la ville de Sète, l'association des commerçants de Sète ainsi que celle des Halles de Sète se sont associés pour établir un programme de revitalisation commerciale du centre-ville, décomposé en 3 tranches.

Ce programme comprend un volet investissement incluant des aides directes à la modernisation des locaux commerciaux du centre ville et des équipements de tournées de certains commerçants non sédentaires, des aides à la création de sites de e-commerce, ainsi que l'opération de requalification du tour des Halles de Sète.

Il comprend également un volet fonctionnement incluant des opérations de communication et d'animations, éligibles au FISAC.

La présente convention a pour objet de définir, au titre d'un partenariat, les engagements des parties relatifs à la 3^{ème} tranche de ce programme.

Volet investissement : opération de requalification du tour de Halles

Le montant prévisionnel de l'opération s'élève à 1 783 623€ HT. Le financement prévisionnel des travaux s'effectue de la manière suivante :

- Ville de Sète : 589 827€
- Thau agglo : 428 070 €
- Région Languedoc Roussillon : 400 000 €
- Etat FISAC : 326 890 €
- Département de l'Hérault : 38 836 €

Volet investissement : aides directes aux entreprises

La ville de Sète s'engage à la prise en charge technique de cette opération (conseil et information des entreprises sur la demande, conseil technique, réception du projet architectural et validation de sa conformité), ainsi qu'à une prise en charge financière de 8,67% du montant HT des travaux, dont le plafond des dépenses totales éligibles a été estimé à 419 355€ HT.

Volet fonctionnement :

Par la présente convention, la ville de Sète s'engage à cofinancer les opérations de communication des commerçants, le jeu promotionnel Trombinoscope et la fête du poisson, selon le plan de financement joint en annexe 1.

La ville de Sète s'engage également à organiser une célébration animée pour l'inauguration des Halles de Sète.

La présente convention prendra effet à la date de signature par les différentes parties. Elle est établie pour une durée de 3 ans et sera réputée caduque à la date de clôture de la subvention du FISAC, soit le 22 février 2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

la convention de partenariat du programme de redynamisation du centre ville de Sète – Tranche 3, annexée à la présente délibération.

APPROUVE

le plan de financement prévisionnel joint en annexe 1 à la présente convention.

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention et tout document se rapportant à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-032

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERES DIRECTES AUX PROPRIETAIRES D'IMMEUBLES POUR LE RAVALEMENT DES FACADES DES ILOTS SAINT LOUIS ET JEAN JAURES SOUS DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUES ET DES AUTRES FACADES DE LA RUE JEAN JAURES - APPROBATION DU REGLEMENT D'ATTRIBUTION

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par arrêté préfectoral du 3 avril 1994, la Commune de Sète a été inscrite sur la liste des communes autorisées à prescrire le ravalement des façades.

La commune souhaite préserver et mettre en valeur le patrimoine architectural et urbain de son centre ville, et notamment promouvoir la requalification des façades des ilots concernés par l'opération PRQAD centre Ville et les autres façades de la rue Jean Jaurès.

Les ilots Jean Jaurès et Saint Louis concernés par le programme PRQAD, font l'objet d'opérations immobilières déclarées d'utilité publique. Les dossiers de DUP définissent les travaux obligatoires

pour les propriétaires et notamment la réfection et le ravalement des façades intérieures à l'ilot et donnant sur les rues qui les cernent.

L'arrêté municipal N° A-2011-041 du 14 avril 2011 reprend cette obligation prescrite aux propriétaires des immeubles des ilots Saint Louis et Jean Jaurès concernés par des opérations de requalification immobilières Déclarées d'Utilité Publique et l'étend aux propriétaires d'immeubles dont la façade donne sur la rue Jean Jaurès, en précisant qu'elle concerne :

D'une part, la remise en bon état et aspect des façades (sur rues et intérieures à l'ilot ainsi que pignons adjacents) de ces immeubles et de réaliser les travaux de restauration nécessaires dans le respect du cahier des charges de la ZPPAUP :

- de l'ilot Saint Louis, dont les adresses sont :
rue Garenne n°27 – n°29 – n° 31 – n°33 – n°35 – n°37 – n°39,
Grande rue Haute n°43 - n°45 – n°47 – n°49 – n°51 – n°53 – n°55,
rue Jeanne d'Arc n°1 – n°2 - n°3 – n°4 – n°5,
rue Pascal n°44 – n°46 – n°48 – n°50,
- de l'ilot Jean Jaurès, dont les adresses sont :
rue Jean Jaurès n°41 – n°43 – n°45 – n°47 – n° 51 – n°57 – n°59 – n° 61 – n°63 –
n°65 – n°67,

D'autre part, la remise en bon état et aspect de la façade (et pignons adjacents) donnant sur rue Jean Jaurès et de réaliser les travaux de restauration nécessaires dans le respect du cahier des charges de la ZPPAUP :

- de la rue Jean Jaurès, n°34 - n°36 – n°38 – n°40 – n°44 – n°46 -.n°48 – n°50, et la façade arrière des immeubles adressés n°11, n°13 et n°17 de la rue du 11 novembre,
- de l'immeuble d'angle de la rue Jean Jaurès et du n°1 de la rue Henri Barbusse,

En règle générale il est fait obligation aux propriétaires de ces immeubles d'entretenir régulièrement leurs façades et d'effectuer des travaux de ravalement tous les 10 ans

Pour inciter et accompagner les propriétaires dans la réalisation de ces travaux dans les meilleurs délais, la collectivité prévoit de leur accorder une aide financière.

Ce dispositif d'aide financière est prévu sur 2 années : 2015 et 2016.

La prévision de réalisation de façades sur l'année 2015 conduit à réserver un montant de 24k€ sur l'enveloppe de 50 k€ allouée au budget 2015 de la ville pour cette action.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver l'attribution d'aides directes aux propriétaires et d'approuver le règlement d'attribution de cette aide financière à laquelle les propriétaires d'immeubles pourront faire appel.

Le projet de règlement d'attribution, annexé à la présente délibération, fixe la liste des bénéficiaires et des travaux subventionnables, les modalités d'attribution et de règlement de l'aide, ainsi que son montant, calculé sur un taux de 40% du montant HT des travaux, avec un plafond de 12 000 € par façade.

Il est précisé qu'une fois la subvention accordée, les travaux doivent être mis en œuvre dans un délai de deux ans et avoir fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme (arrêté de DP).

L'aide financière sera versée au propriétaire après contrôle d'exécution des travaux effectué par les services techniques municipaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

l'attribution d'aides financières directes aux propriétaires ayant satisfait au règlement d'attribution, pour le ravalement des façades des immeubles :

- de l'ilot Saint Louis, dont les adresses sont :
rue Garenne n°27 – n°29 – n° 31 – n°33 – n°35 – n°37 – n°39,
Grande rue Haute n°43 - n°45 – n°47 – n°49 – n°51 – n°53 – n°55,
rue Jeanne d'Arc n°1 – n°2 - n°3 – n°4 – n°5,
rue Pascal n°44 – n°46 – n°48 – n°50,
- de l'ilot Jean Jaurès, dont les adresses sont :
rue Jean Jaurès n°41 – n°43 – n°45 – n°47 – n° 51 – n°57 – n°59 – n° 61
– n°63 – n°65 – n°67,

APPROUVE

l'attribution d'aides financières directes aux propriétaires ayant satisfait au règlement d'attribution, pour le ravalement de la façade sur rue (et pignons adjacents) des immeubles

- de la rue Jean Jaurès, n°34 - n°36 – n°38 – n°40 – n°44 – n°46 - n°48 – n°50 et la façade arrière des immeubles adressés n°11, n°13 et n° 17 de la rue du 11 novembre, et
- de l'immeuble d'angle de la rue Jean Jaurès et du n°1 de la rue Henri Barbusse,

APPROUVE

le règlement d'attribution des aides financières, annexé à la présente délibération.

AUTORISE

le paiement de la subvention prélevée sur la ligne budgétaire :
Nature : 20422 Fonction : 70 Service : URBA

DONNE POUVOIR

au Maire, ou son représentant, pour la mise en œuvre des dispositions relatives au dit règlement.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-033

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : ENTREE EST PARTIE NORD - CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIERE A
SIGNER AVEC THAU AGGLO ET L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER
LANGUEDOC ROUSSILLON

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Une convention cadre d'anticipation foncière concernant la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) de « l'Entrée est » a été conclue en octobre 2012 par la commune de SETE avec L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DU LANGUEDOC ROUSSILLON (l'EPF LR) , sur une durée de 5 ans .

Le périmètre de la ZAD « Entrée est » d'une superficie de 98 ha s'inscrit dans un secteur plus étendu identifié au SCOT comme étant à enjeux majeurs pour le développement du territoire du Bassin de Thau.

Le Conseil communautaire de Thau Agglo du 17 décembre 2014 a affirmé sa volonté d'investissement dans l'aménagement de cet espace d'intérêt communautaire dit « Entrée est – Partie Nord », en adoptant une convention tripartite pour que Thau Agglo et la commune de SETE puissent confier une mission d'anticipation foncière à l'EPF LR.

L'autorité communautaire a sollicité auprès de la ville de faire évoluer la convention bipartite initiale vers une convention tripartite commune de SETE, Thau Agglo et EPF LR, portant sur un périmètre élargi.

Ce périmètre d'une superficie de 113 ha environ situé au nord du canal de Lapeyrade comprend des espaces urbanisés concernés par des mutations d'activités, et des friches ferroviaires et industrielles propriété de RFF et SNCF.

Ce foncier sera revalorisé dans le cadre d'un projet urbain d'ensemble partagé et pour lequel Thau agglo mobilisera ses dispositifs d'aide au logement, ses moyens d'études et conduira les procédures opérationnelles d'aménagement.

La ville de SETE, considère que l'importance des enjeux nécessite des moyens de maîtrise foncière adaptés et propose l'adoption d'une convention tripartite sur une durée de 5 ans.

L'engagement financier de l'EPF LR dans la convention initiale passée avec la ville, était de 3,5M d€ et sera porté à 6M d€ dans la convention tripartite avec Thau Agglo. L'emprunt qui pourra être contracté par l'EPF LR pour cette mission est limité au tiers de l'enveloppe et devra être garantie par Thau Agglo.

Les dépenses réalisées à ce jour par l'EPF dans le cadre de la convention initiale s'élèvent à 968k€ environ. Thau agglo s'engage à racheter les biens acquis par l'EPF dans la limite de l'exercice de ses compétences ou à désigner un aménageur pour leur acquisition et aménagement dans le cadre d'une opération d'ensemble.

Elle peut autoriser la commune à se substituer à elle dans son engagement de rachat foncier. Ainsi l'engagement financier de Thau Agglomération pour le rachat du foncier, vient dans cette nouvelle convention, réduire l'engagement financier de la commune.

La convention tripartite viendra se substituer à la convention initiale conclue le 10 octobre 2012.

Les modalités de pilotage sont définies dans le projet de convention annexé ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTE

La convention tripartite d'anticipation foncière entre la commune de SETE, Thau Agglomération et L'Etablissement Public Foncier Languedoc Roussillon sur le périmètre dit « Entrée est – Partie Nord », dont le projet est annexé ; et qui se substituera la convention opérationnelle d'anticipation foncière conclue par la commune de SETE avec l'EPF LR le 10 octobre 2012.

AUTORISE

Le maire ou son représentant à signer la convention tripartite et tous les documents s'y rapportant

AUTORISE

Le Maire, ou son représentant, pou la mise en œuvre des dispositions relatives à la dite convention.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS PAR 33 VOIX POUR ET
ABSTENTIONS : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-034

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 2 MARS 2015

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : TRAVAUX DE PROTECTION ET D'AMENAGEMENT DU LIDO DE SETE A MARSEILLAN - QUITUS DE FIN DE MISSION PORTANT SUR LA CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE CONCLUE AVEC THAU AGGLO

L'an deux mille quinze et le 02 mars, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marie-Christine VION-LECLERC.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Rudy LLANOS donne pouvoir à Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE donne pouvoir à Jocelyne CASSANY, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Marion JEANNE donne pouvoir à Jeanine LEGER, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Madame Christelle ESPINASSE est désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux dans le cadre de l'opération de protection et d'aménagement du lido de Sète à Marseillan, a été conclue entre Thau agglo et la commune de Sète en date du 21 avril 2006, suite à la délibération n°20060062 du conseil municipal du 30 mars 2006

Conformément à ladite convention, les ouvrages suivants ont été réalisés et réceptionnés par Thau agglo :

- Déplacement de la voie contre les emprises de la voie SNCF (démolition ancienne route et réalisation d'une nouvelle voie),
- Réalisation du cordon dunaire du rond-point d'Adenauer jusqu'au droit de la raquette de retournement devant le lieu-dit Vassal (Cordon, traitement de stabilisation du cordon avec végétalisation et ganivelles, création de passages piétons, signalétique des passages piétons, ...)
- Réalisation de trois bâtiments d'accueil et de 7 sanitaires/douches du rond-point d'Adenauer jusqu'à la raquette de retournement devant le lieu-dit Vassal,
- Mise en place de trois parkings : entre le rond-point Adenauer et le Listel, aux 3 Dignes et à Castellas,
- Création d'une piste cyclable d'Adenauer jusqu'à la limite avec la commune de Marseillan,
- Création d'une voie bus entre le giratoire Adenauer et Listel et du tronçon de la raquette de retournement devant le lieu-dit Vassal à la limite avec la commune de Marseillan,
- L'aménagement paysager de l'ensemble du site.

Sont toutefois programmés par Thau Agglomération d'ici fin septembre 2015 :

- Le remplacement du revêtement du parking longitudinal de « La Baleine » par une couche de roulement plus adapté aux conditions d'utilisation et au site
- La réparation de la canalisation d'eau potable mise en place le long du camping Le Castellas

Les dossiers complets comportant le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) et tous les documents contractuels, techniques et administratifs relatifs aux ouvrages, ont été remis à la commune de Sète.

Les travaux étant à ce jour terminés, il convient, sous les réserves énoncées ci-dessus, de mettre fin à la mission de Thau agglo

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DELIVRE

le quitus de fin de mission à Thau agglo tel que prévu dans la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, notamment à son article 9, qui libérera Thau agglo de la garde des ouvrages réalisés dans le cadre de l'opération de protection et d'aménagement du lido de Sète à Marseillan, la Commune de Sète en assumant désormais la responsabilité

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.